



**PRÉFET  
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de la coordination interministérielle  
et de l'appui territorial  
Mission des politiques environnementales

AP n° 82-2025- ~~12~~ - ~~30~~ - 00003

### **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE**

SAS SOC D'Entreprise Transport et Carrières (SEMATEC)  
799 chemin des dolmens – 82300 Monteils

Modification des périodes de travail de la carrière de calcaire située aux lieux-dits « Causse de Lugan »,  
« Lissart », « Grèzes Issart » et « Plantounasses » sur le territoire de la commune de Monteils

#### ***Installations Classées pour la Protection de l'Environnement***

***Le Préfet de Tarn-et-Garonne,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,***

**VU** le Code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

**VU** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrière et aux installations de premier traitement de matériaux de carrière ;

**VU** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 82-2020-0710-008 du 10 juillet 2020 fixant la liste et descriptif des travaux de boisement, reboisement, d'amélioration sylvicole pouvant servir de compensation au défrichement en application du 1<sup>er</sup> de l'article L. 341-6 du Code forestier et barèmes à prendre en compte pour le calcul de leur montant ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 06-2129 du 4 décembre 2006, autorisant la société SAS SEMATEC, dont le siège social au lieu-dit « Le Roc » sur la commune de Monteils, à exploiter une carrière à ciel ouvert de roches massives sise aux lieux-dits « Causse de Lugan », « Lissart », « Grèzes Issart » et « Plantounasses » sur le territoire de la commune de Monteils ;

**VU** l'arrêté préfectoral de renouvellement et d'extension complémentaire du 27 décembre 2023 portant autorisation d'exploiter une carrière de calcaire située aux lieux-dits « Causse de Lugan », « Lissart », « Grèzes Issart » et « Plantounasses » sur le territoire de la commune de Monteils ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 10 juin 2025, d'ouverture portant demande d'autorisation environnementale relative au projet de modification d'exploitation d'une carrière de calcaire ;

**VU** la demande du 13 décembre 2024 complétée le 27 mars 2025, présentée par la société SEMATEC dont le siège social est situé 799 chemin des Dolmens, 82300 Monteils, relative à la modification des conditions d'exploiter et notamment les périodes de travail ;

**VU** l'avis de l'Agence Régionale de Santé - délégation départementale du Tarn-et-Garonne du 09 janvier 2025 ;

**VU** la participation du public par voie électronique qui s'est déroulé durant 15 jours consécutifs, du lundi 30 juin 2025 au mardi 15 juillet 2025 ;

**VU** le rapport de l'inspection en date du 02 décembre 2025 ;

**VU** le projet d'arrêté porté, le 11 décembre 2025 par courrier recommandé avec accusé de réception à la connaissance du demandeur ;

**VU** la réponse du demandeur par courriel en date du 18 décembre 2025, mentionnant ses observations sur les prescriptions ;

**CONSIDÉRANT** que la modification des conditions d'exploiter consiste à modifier les périodes d'activités de la carrière, en autorisant des opérations internes d'une durée maximum de 40 jours / an cumulés) sur l'emprise du site durant la période allant du 1<sup>er</sup> juin au 31 juillet et du 1<sup>er</sup> septembre au 30 septembre ;

**CONSIDÉRANT** que sont sollicités dans ce cadre la possibilité de réaliser les opérations suivantes :

- déplacement de matériaux en interne : déplacement de stériles ou autres matériaux, déplacements qui auraient lieu exclusivement à l'intérieur de l'emprise de la carrière,
- intervention pour mise en sécurité du site : régallage de matériaux, modelage de la pente des abords remblayés,

- travaux d'aménagement : création de merlons en périphérie du site, transport interne de matériaux et remblaiement ou régalage pour le réaménagement (hors décapage des zones à exploiter), opérations permettant de prévoir la reprise des travaux d'exploitation,
- travaux de décapage :
  - sur des faibles épaisseurs (0,2 m en moyenne),
  - avec l'avancée de l'exploitation, les interventions pour ces travaux de décapage se dérouleront en partie nord et nord-ouest du site, à l'opposé des habitations les plus proches et en s'éloignant de celles-ci,
- Utilisation du brise roche ponctuellement pour la mise en sécurité d'un front de taille des éboulis et sur une journée maximum hors période d'extraction.

**CONSIDÉRANT** que les interventions estivales n'auront lieu que sur des secteurs déjà mis en chantier ou sur leurs abords immédiats sans incidence sur la gestion des eaux superficielles ou souterraines ;

**CONSIDÉRANT** qu'il n'y aura pas d'intervention du type déboisement, défrichement pouvant avoir une incidence sur le milieu naturel et notamment sur la faune ;

**CONSIDÉRANT** que les activités projetées en période estivale n'impliqueront que l'évolution d'un seul engin, les émissions sonores et les éventuelles retombées de poussières seront donc plus faibles qu'en période d'activité normale de la carrière ;

**CONSIDÉRANT** que les activités projetées entraîneront un trafic routier extrêmement réduit, de quelques rotations de camions porte-char amenant ou reprenant les engins (dumper, pelle ou chargeuse) sur la période concernée ;

**CONSIDÉRANT** que le projet ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que le projet n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, en particulier qu'il ne génère aucune situation de nature à amplifier les dangers vis-à-vis des tiers et des personnes déjà recensés par l'activité du site et qu'il n'accroît pas significativement les nuisances du site ;

**CONSIDÉRANT** que le projet de modifications susvisé ne constitue donc pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46-1 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les prescriptions contenues dans cet arrêté sont de nature à garantir la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la nature et l'ampleur des projets de modifications ne rendent pas nécessaires la consultation du Comité Départemental de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS) ;

**SUR** proposition de madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de Tarn-et-Garonne ;

## **A R R Ê T E**

### **ARTICLE 1** : Exploitant

La SAS SOC D'Entreprise Transport et Carrières (SEMATEC) à Montauban (SIRET n° 847 250 289 000 18), ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé n° 799, Chemin des Dolmens – 82300 Monteils, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté pour son installation de carrière à ciel ouvert de calcaire, sise aux lieux-dits « Causse de Lugan », « Lissart », « Grèzes Issart » et « Plantounasses » (coordonnées Lambert 93 X= 586520 et Y= 6341407), sur le territoire de la commune de Monteils.

### **ARTICLE 2** : Article modifié

L'article 1.4.3 « PÉRIODE ET HORAIRE DE TRAVAIL » de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 82-2023-12-27-00036 du 27 décembre 2023 est remplacé par l'article suivant :

#### « Article 1.4.3 : PÉRIODE ET HORAIRE DE TRAVAIL

La durée d'exploitation (extraction et traitement des matériaux) de la carrière est de 80 jours par an au rythme moyen et 100 jours par an au rythme maximal.

L'exploitation est réalisée du lundi au vendredi, hors week-end et jours fériés, de 7h00 à 19h00 avec pause méridienne

La carrière (toutes activités) est fermée du 1er août au 31 août ainsi que pendant la période des vacances scolaires de fin d'année.

Pour la période allant du **1<sup>er</sup> juin au 31 juillet** et du **1<sup>er</sup> septembre au 30 septembre**, la durée des opérations internes (hors extraction, traitement et commercialisation des matériaux) est de maximum **40 jours / an cumulés** et seules les opérations suivantes sont autorisées :

- déplacement de matériaux en interne : déplacement de stériles ou autres matériaux, déplacements qui auraient lieu exclusivement à l'intérieur de l'emprise de la carrière,
- intervention pour mise en sécurité du site : régalinge de matériaux, modelage de la pente des abords remblayés,
- travaux d'aménagement : création de merlons en périphérie du site, transport interne de matériaux et remblaiement ou régalinge pour le réaménagement (hors décapage des zones à exploiter), opérations permettant de prévoir la reprise des travaux d'exploitation,
- travaux de décapage :
  - sur des faibles épaisseurs (0,2 m en moyenne),
  - avec l'avancée de l'exploitation, les interventions pour ces travaux de décapage se dérouleront en partie nord et nord-ouest du site, à l'opposé des habitations les plus proches et en s'éloignant de celles-ci,
- utilisation du brise roche ponctuellement pour la mise en sécurité d'un front de taille des éboulis et sur une journée maximum hors période d'extraction.

L'exploitant tient à jour un registre où il indiquera les jours d'activités, la nature des opérations internes réalisée ainsi que la durée. Ce registre est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant transmet une copie de ce registre à l'inspection des installations classées avant le 15 octobre de chaque année.

Ces opérations sont réalisées du lundi au vendredi, hors week-end et jours fériés, de 7h00 à 19h00 avec pause méridienne

### **ARTICLE 3** : Article Ajouté

Après l'article 1.4.4 - SÉCURITÉ DU PUBLIC de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 82-2023-12-27-00036 du 27 décembre 2023 est ajouté par l'article 1.4.5 suivant :

#### **« Article 1.4.5 – INSTANCE DE CONCERTATION**

L'exploitant met en place une instance de concertation qu'il réunit pour la première fois dans l'année qui suit la notification du présent arrêté. Puis cette instance est réunie à une fréquence triannuelle à son initiative, ou à la demande de l'inspection des installations classées.

Cette instance a pour but d'assurer un partage d'informations portant sur le fonctionnement de l'installation. L'exploitant y présente a minima les résultats de la surveillance environnementale, le cas échéant une synthèse des plaintes reçues et des réponses apportées, le cas échéant une synthèse des incidents survenus et des actions correctives mises en place et un bilan des investissements réalisés en matière environnementale.

Il invite à cette commission la municipalité de Montels, des représentants des riverains et des associations locales le cas échéant. Le Préfet et l'inspection des installations classées sont informés préalablement de ces réunions avant le lancement des invitations.

Le Préfet peut décider selon les circonstances locales de prendre en charge l'organisation de la réunion en lieu et place de l'exploitant.

Chaque réunion de cette commission fait l'objet d'un compte-rendu écrit par l'exploitant, diffusé aux participants, au Préfet et à l'inspection des installations classées.

La première réunion est organisée dans les six mois suivant la notification du présent arrêté. »

### **ARTICLE 4** : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **ARTICLE 5** : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement, l'arrêté complémentaire est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de Tarn-et-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.



## **ARTICLE 6 : Notification – Exécution**

L'arrêté est notifié à l'exploitant.

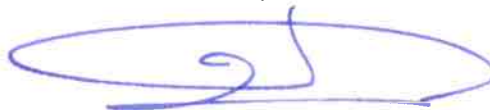
La secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL Occitanie) chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Tarn-et-Garonne.

Copie en est adressée :

- au maire de la commune d'implantation ;
- au Sous-Préfet de l'arrondissement compétent ;

À Montauban, le **30 DEC. 2025**

Le Préfet,



**Vincent ROBERTI**

### **Délai et voies de recours**

*En application des dispositions inscrites au code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.*

*Il peut être déféré au tribunal administratif de Toulouse (68 rue Raymond IV – 31000 Toulouse – Tél : 05.62.73.57.57) :*

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département.

*Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

*Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois :*

- soit d'un recours gracieux auprès du préfet de Tarn-et-Garonne – 2 allée de l'Empereur – BP10779 – 82000 Montauban. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours ;
- soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre en charge des installations classées – Grande Arche de la Défense – Paroi sud / Tour Séquoia – 92055 La Défense. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours.

*Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux mentionnés aux 1° et 2°.*

*Tout recours (excepté le télérecours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.*

*Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.*

*Conformément à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires prévus aux articles L. 181-12, L. 181-14, L. 181-15 et L. 181-15-1, doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.*